

Le mouiroir des FAR, les ombres du FPR

Thierry Fiorilli

Le Soir, 28 juillet 1994

Le gouvernement de Kigali, les Nations unies, les organisations humanitaires. Tout le monde appelle les réfugiés à rentrer chez eux. Mais parmi les Hutus déracinés, la hantise de retrouver l'horreur des massacres est tenace. Ce mercredi après-midi encore, Marcel, 23 ans, mécanicien chez « Rwanda-Motors » à Kigali, refusait obstinément jusqu'à l'idée de regagner le pays. J'ai vu hier un réfugié qui revenait de Gisenyi. Il avait les yeux crevés. Je ne sais pas où il est maintenant. Peur viscérale, qui prend toujours le pas sur la crainte d'être happé par le choléra, comme l'ont déjà été plus de 20.000 personnes par ici. Peur viscérale qui domine toujours l'inquiétude du lendemain. Il faut tant d'argent pour subsister. Et ce n'est pas inépuisable. Beaucoup d'entre nous ont vendu les biens qu'ils ont emportés ici. A des prix ridicules. 500 dollars pour une voiture alors qu'on les achète d'habitude au moins 4.000 dollars. Dans le même temps, les produits de base continuent d'augmenter. Avant l'arrivée de cet océan humain, 1.000 zaïres égalaient 1.300 francs rwandais. Aujourd'hui, 1.000 francs rwandais sont échangés contre 800 zaïres. Mais les premiers jours, ils en valaient 400 seulement. Au bout du compte, on paye des prix exorbitants. Une banane s'achetait 2 francs chez nous. Ici, c'est 200! Le sac de

charbon vaut 8.000 F. On l'avait à 500 F au Rwanda. Marcel a de quoi tenir 2 mois. J'ai emporté des économies. Je vis avec mon beau-frère, sa femme et leurs 2 enfants. On mange peu. On préfère consacrer l'argent aux boissons. La bière essentiellement. C'est cher, mais c'est plus sûr que l'eau.

Épurer l'eau

A l'autre bout de la ville, pourtant, les Américains s'activent depuis mardi au bord du lac Kivu. Après avoir déversé du purificateur, ils ont tiré d'énormes tuyaux blancs, qui plongent dans l'eau. On la pompe, elle passe par 3 filtres successifs, puis aboutit dans 10 citernes de 3.000 litres chacune. Alors, des camions viennent prendre livraison, via d'autres tuyaux, avant de repartir vers les camps. On épure 24 heures sur 24, explique le sergent Burns. Depuis mardi soir, on a filtré plus de 30.000 litres.

Au milieu des camions kaki, des citernes blanches, des robinets jaunes, deux taches rouges. Deux gros véhicules de pompiers, venus des Etats-Unis. Un peu plus loin, passés les barbelés, trois corps, recouverts par une bâche en toile cirée...

Remontée vers le centre-ville. Moins de monde, semble-t-il. Moins de cadavres aussi. On se met à espé-

rer. Pas longtemps. Au cercle sportif, pas loin de l'Institut technique, nouvelle hallucination. C'est ici que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'occupe des militaires et miliciens rwandais blessés. Conformément à la Convention de Genève, insiste Nina Winqvist, attachée de presse du CICR, le droit international humanitaire veut que ce soit la Croix-Rouge qui prenne en charge les ex-combattants blessés. Les Etats-Unis et l'Union européenne nous aident. Il y a des donations privées aussi. Ici, c'est vraiment les résidus de l'armée rwandaise. Il y a une semaine, ils étaient plus de 3.000. Ils sont encore à peine plus de 2.000. 100 morts par jour. D'abord, ceux qui étaient grièvement blessés. Depuis mercredi dernier, ceux qui sont atteints du choléra. Spectacle dramatique. Des hommes sont nus, les uns sur les autres. On agonise sans un râle, les yeux qui fixent le ciel. A côté du terrain de tennis, 20 corps sont comme figés par la glace, un genou plié, une main tendue.

Ces hommes ne bénéficient pas de la sympathie internationale, admet Nina Winqvist, mais notre rôle n'est pas de distinguer les bons des mauvais. Ce jeudi, une équipe chirurgicale arrive. Elle opérera dans le module chirurgical monté dans les vestiaires du cercle, avec du matériel belge et norvégien notamment. Il nous faut encore des perfuseurs. Parce qu'on ne peut pas nourrir autrement un malade du choléra.

Par là, on nettoie les plaies des blessés, un soldat a la jambe coupée au-dessus du mollet. Un autre sautille, appuyé sur un bâton. Un autre encore a le flanc couvert de bandes. Au-delà d'une clôture, ceux qui vont mieux. Parfois couchés à trois sur une paillasse indi-

viduelle. L'uniforme négligé. Le regard vide. Silencieux. Le camp des battus. Et de la mort, lui aussi.

Chez Caritas, on se bat également contre le choléra. Avec une aide italienne, notamment. Il y a là des réfugiés civils, uniquement. De tous âges. Souffrant en silence, une fois encore. La veille, deux Français y ont atterri, ramenés de Gikongoro (en zone humanitaire de protection, sous contrôle français) par une jeep de l'opération Turquoise. Elle s'appelle Madeleine Raffin. Elle travaille pour Caritas à Gikongoro. Je suis au Rwanda depuis 1968. Lui, Alain, dirige là-bas une société d'entretien et de gestion de parc automobile pour entreprises.

Vous êtes philo-tutsis !

L'un et l'autre affirment que le FPR commet bel et bien des exactions sur ceux qui retournent dans sa zone ! Là-bas, on tire sur les réfugiés qui reviennent. Ceux qui peuvent travailler aux champs sont épargnés. Les autres, intellectuels, anciens fonctionnaires de l'Etat, collaborateurs de l'ancien régime ou membres de la famille de militaires, sont regroupés dans des classes d'école. Et on les y tue, au couteau ou à la grenade...

Mais une fois encore, ces accusations se basent sur d'autres témoignages. Nous n'avons rien vu. On nous l'a raconté. Le préfet de Gikongoro notamment.

Madeleine raconte qu'elle a recousu elle-même ceux qui en ont réchappé. Elle jure que le FPR veut réinstaller le vieux système rwandais. Un système féodal. Avec une aristocratie tutsie, et des esclaves hutus. Tous ceux qui ont étudié sont tués. Quand les Français partiront, le million et demi de ré-

fugiés dans la zone humanitaire sera condamné à mort !

Alain enchaîne, l'air écœuré. Les FAR et les milices ont massacré 500.000 Tutsis. Le FPR est prêt à massacrer des millions de Hutus. Et toute la presse internationale, toutes les organisations humanitaires et tous les gouvernements n'y voient que du feu.

Le père Piero Sartorio, missionnaire italien, passe et s'approche. Je travaille pour Caritas, dans le Kivu, depuis 1960. Je sais de quoi je parle. Méfiez-vous des Tutsis ! Ils parlent très

bien. Mais les actes ne suivent jamais leurs paroles. Vous êtes tous philotutsis ! Sans comprendre qu'ils ne tolèrent pas la contestation. Ils veulent des bras pour travailler la terre. Pour eux. Et les Hutus qui acceptent seront épargnés. Voilà ce qui se passera demain au Rwanda.

Qui croire ici ? Sans jamais voir une éventuelle victime du FPR. Sans jamais revoir ceux qui se sont enfoncés, là-bas, vers le pays des mille collines. Et des mille rumeurs. Si troublantes...

T. F.